



Finding Global
Solutions for
Global Problems



Pour un multilatéralisme centré sur les personnes : appel à l'action

« Nous, peuples : trouver ensemble des solutions mondiales aux problèmes mondiaux » 67^e Conférence

du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales

Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York

22-23 août 2018

En juin 2016 à Gyeongju en République de Corée, Nous, peuples¹, nous sommes engagés à instaurer « une culture de la citoyenneté mondiale² ». Dans le même esprit, Nous, peuples, réunis ici à New York pour la 67^e Conférence du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, nous engageons à promouvoir un *multilatéralisme centré sur les personnes* pour relever les défis mondiaux. Il s'agit d'un multilatéralisme qui s'engage également à élever ceux dont les droits fondamentaux sont les plus menacés et à protéger notre planète en vivant en harmonie avec la nature, un multilatéralisme qui fait de la responsabilité et de la responsabilisation des notions partagées par toutes les parties prenantes. L'ambition du Programme de développement durable à l'horizon 2030, dictée par des problèmes transnationaux pressants tels que les changements climatiques, exige une coopération plus approfondie et plus équitable, celle que nous demandons instamment.

Le multilatéralisme centré sur les personnes exige d'élargir le rôle des partenariats de la société civile, en particulier avec les jeunes, en vue de progresser vers la réalisation des objectifs de développement durable. Étant donné que plus de la moitié de la population mondiale a moins de 30 ans, les jeunes sont des partenaires clés dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Ainsi, au nom des organisations non gouvernementales réunies ici, nous adoptons le présent appel à l'action pour veiller à ce que le Programme 2030 ne laisse personne de côté.

Il est temps de redynamiser la coopération internationale

Chaque jour aux Nations Unies, les États Membres affirment que ce n'est qu'en travaillant ensemble par-delà les différences que nous prospérons ensemble dans un monde meilleur et plus pacifique. Aux Nations Unies, les gouvernements s'associent à la société civile pour défendre les droits de l'homme et promouvoir le développement durable. De plus, les Nations Unies sont une plateforme pour les activistes, les artistes, les entrepreneurs et les mouvements sociaux qui façonnent le monde dans lequel nous vivons. Des milliards de personnes bénéficient de cette coopération.

¹ [Préambule, Charte des Nations Unies, http://www.un.org/fr/sections/un-charter/preamble/index.html](http://www.un.org/fr/sections/un-charter/preamble/index.html) ; Kofi Annan (auteur, 8 avril 1938 – 18 août 2018) et Edward Mortimer (éditeur), *We the Peoples: A UN for the 21st Century* (Boulder: Routledge, 2014).

² Annexe à la lettre datée du 11 juillet 2016 adressée au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies Plan d'action adopté à la soixante-sixième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, « Plan d'action de Gyeongju », A/70/980 (11 juillet 2016), <http://undocs.org/fr/A/70/980>.

Cependant, beaucoup trop d'entre eux sont laissés de côté. Les violations des normes internationales par les personnes qui détiennent le pouvoir, ainsi que l'inégalité croissante, ont amené certains à douter de la possibilité de réaliser les avantages potentiels de la coopération internationale.

Depuis 1945, la répartition du pouvoir dans le monde a radicalement changé. Aujourd'hui, les entreprises, les groupes armés non étatiques et les mouvements sociaux transnationaux décident du sort de milliards de personnes.

La légitimité de l'ONU dépend en partie de sa capacité à parvenir à un consensus dans un monde où le pouvoir étatique est devenu plus diffus et où les acteurs non étatiques jouent un rôle important.

Tandis que le système multilatéral actuel s'effondre, les opportunistes s'opposent à l'idée que la coopération profite à tout le monde. Au lieu du multilatéralisme, ils cultivent un nationalisme étroit qui promet un développement pour certains aux dépens de tous les autres, en particulier les plus vulnérables.

Nous, peuples, rejetons le choix illusoire entre nationalisme et mondialisme. Nous offrons le multilatéralisme centré sur les personnes comme alternative optimiste et réaliste. Ses procédés inclusifs favoriseront un sentiment d'appropriation partagée, renforceront la confiance et se traduiront par une plus grande efficacité. Pour amener le multilatéralisme centré sur les personnes à maturité, nous, en notre qualité de société civile, nous engageons à travailler aux côtés des pouvoirs publics, du secteur privé et d'autres parties prenantes pour promouvoir la réalisation des objectifs de développement durable. Par conséquent, la société civile revendique un espace d'action unique qui transcende les identités nationales et autres affiliations.

Il est temps de renouveler l'engagement de la société civile

Pour que le multilatéralisme centré sur les personnes s'enracine, la société civile doit être en mesure de mener à bien son travail essentiel. Cependant, chaque jour, les représentants de la société civile font face à des menaces à leur sécurité physique et à leur droit de défendre leurs intérêts. Nos collègues et nos amis sont arrêtés, enlevés et même assassinés en toute impunité.

Pour progresser vers le développement durable, un système multilatéral protégeant efficacement les acteurs non gouvernementaux s'impose.

En tant que société civile, nous nous identifions à tous les aspects de la richesse, de l'âge, de la race, du genre, du sexe, de la capacité, du pouvoir, de la religion, de la culture et de l'orientation sexuelle. Nous nous félicitons de nos identités distinctes et nous engageons à travailler ensemble au-delà de nos différences pour faire en sorte que les bénéfices du développement soient partagés équitablement entre les générations, maintenant et à l'avenir.

La société civile contribue déjà au développement équitable et durable. Après cette conférence, nous avons l'intention d'aller plus loin.

Par conséquent, en tant que société civile, nous nous engageons à :

- Faire de l'équité entre les sexes une composante intégrale de la justice sociale ;
- Mettre en œuvre le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et le pacte mondial sur les réfugiés, en donnant la priorité aux droits et à la dignité des migrants forcés et des personnes vivant dans des États fragiles et touchés par des conflits ;
- Affirmer l'importance du droit international et des principes internationaux de coopération ;
- Partager des renseignements ainsi que des technologies numériques, des médias et des outils de communication d'une manière démocratique afin d'amplifier les voix de ceux qui sont systématiquement marginalisés et réduits au silence ;

- Agir en solidarité avec les représentants de la société civile dont la sécurité et les droits sont menacés ;
- Donner aux jeunes les moyens d’agir et les faire participer en tant que partenaires pour atteindre les objectifs de développement durable, comme indiqué dans le document « Nous, l’avenir : Déclaration des jeunes » ;
- Tirer parti des innovations économiques et culturelles qui renforcent les fondements sociaux, économiques et environnementaux du développement ;
- Servir de sources indépendantes d’analyse, de sensibilisation et d’action pour tenir les États, les entreprises et les autres parties prenantes responsables des normes et des valeurs adoptées dans le Programme 2030.

Il est temps de se joindre à la société civile

La coopération et les partenariats avec les États Membres, le système des Nations Unies pour le développement et le secteur privé sont nécessaires à tous les niveaux pour réaliser le Programme 2030.

Par conséquent, en tant que société civile, nous

exhortons les États Membres à :

- Respecter, protéger et promouvoir le droit de la société civile de demander des comptes aux institutions publiques et privées et de participer à la prise de décisions ;
- Promouvoir le multilatéralisme centré sur les personnes en élaborant des propositions pour redynamiser l’Organisation des Nations Unies à l’occasion de son 75^e anniversaire en 2020 ;
- S’acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du droit international ;
- Honorer et respecter les engagements pris dans la Déclaration universelle des droits de l’homme ;
- Réaffirmer la Déclaration sur les défenseurs des droits de l’homme à l’occasion de son 20^e anniversaire en œuvrant pour assurer la sécurité, la liberté d’expression et la liberté d’association de ceux qui dénoncent les abus ;
- Adopter des politiques visant à éliminer l’inégalité extrême, notamment en prévenant l’évasion fiscale et les violations des droits des particuliers et des entreprises, en accordant une attention particulière à la prochaine session extraordinaire sur le financement du développement.

Nous exhortons les sociétés multinationales à :

- Adopter des modèles de gestion qui assument une responsabilité sociale et environnementale alignée sur les objectifs de développement durable et le pacte mondial ;
- Offrir un rendement économique équitable sur la valeur ajoutée par les communautés locales.

Nous exhortons le Secrétaire Général et l’Organisation des Nations Unies à :

- Jouer leur rôle historique en rassemblant les États et les parties prenantes, pour veiller à ce que les populations les plus marginalisés partout dans le monde soient entendus le plus clairement possible et à prendre toutes les dispositions utiles pour que notre planète demeure un lieu où l’humanité tout entière peut s’épanouir ;
- Exiger la fin de l’évasion fiscale, de la corruption et des violations des droits par les entreprises ;

- Demeurer axé sur l'équité intergénérationnelle, en protégeant la santé et les ressources naturelles de la planète pour les générations à venir.

Nous exhortons l'ensemble des décideurs à :

- S'engager dans de véritables partenariats avec la société civile qui, comme le demande le document « Nous, l'avenir : Déclaration des jeunes », permettent aux groupes vulnérables de façonner les politiques qui influent sur leur vie ;
- Soutenir financièrement et promouvoir les acteurs du changement, quel que soit leur âge, dans les décisions de politiques publiques, et suivre l'exemple des mouvements sociaux innovants et puissants.

Résolution

Nous pouvons transformer l'ordre international afin d'instaurer un monde plus pacifique, plus juste et plus durable grâce à un multilatéralisme centré sur les personnes. Nous nous engageons à appuyer le repositionnement réussi du système des Nations Unies par notre collaboration, notre passion et notre créativité. Le multilatéralisme centré sur les personnes, à travers ses institutions mondiales, sa culture et son travail dans un espace de la société civile robuste et protégé, générera le soutien politique et social nécessaire pour la génération actuelle et les générations futures.

Par conséquent, nous, participants à la 67^e Conférence du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, nous engageons à redoubler d'efforts pour établir une coopération multilatérale centrée sur les personnes dans un esprit de citoyenneté mondiale. À compter du prochain Forum de Paris sur la Paix en novembre 2018, nous encourageons les représentants de la société civile à se rencontrer à nouveau lors des prochaines conférences internationales afin d'évaluer les progrès réalisés dans le cadre du présent appel à l'action. Nous exhortons les États, les entreprises, les institutions et les autres parties prenantes collectives et individuelles à joindre leurs efforts aux nôtres. Ce faisant, nous contribuerons ensemble à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et veillerons à ce que personne ne soit laissé de côté.